



Le rapport 2023 sur l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) met en évidence une forte corrélation entre la qualité des données et l'efficacité de la gouvernance

—

- Dans 14 pays africains, le dernier recensement de la population date d'avant 2010.
- Seuls 3 pays africains disposent d'un système d'enregistrement des décès qui recense au moins 90 % des décès.
- Alors que l'ODD 1 appelle à l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030, seuls 5 pays africains disposent de données sur la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté international pour la période 2019-2022.

Télécharger le rapport sur le pouvoir des données pour la gouvernance

Accra (Ghana) 29 janvier 2024 – La Fondation Mo Ibrahim a présenté aujourd'hui son rapport IIAG 2023, intitulé *The Power of Data for Governance: Closing data gaps to accelerate Africa's transformation* (« Le pouvoir des données au service de la gouvernance : combler les lacunes en matière de données pour accélérer la transformation de l'Afrique »). La disponibilité de données fiables est un pilier des programmes de gouvernance et de développement de l'Afrique. Le rapport souligne le rôle essentiel des données comme moteur de progrès, mais aussi pour l'évaluation de l'action des pouvoirs publics, la définition des priorités stratégiques et la confiance à l'égard des gouvernements. En s'appuyant sur l'ensemble de données de l'IIAG 2022, le rapport 2023 met en évidence une corrélation très significative entre l'accès à des statistiques de qualité et l'efficacité de la gouvernance dans les pays africains entre 2012 et 2021.

Or, l'Afrique reste le continent le plus touché par le manque de données, affichant les plus faibles niveaux de disponibilité en matière d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques. De nombreux pays africains manquent de données de base essentielles à l'élaboration de politiques publiques, notamment les recensements de la population et l'enregistrement des naissances et des décès.

Même dans les domaines en progression, de graves lacunes subsistent, notamment sur les infrastructures de santé, l'économie informelle, l'environnement, la violence à l'égard des femmes, le travail des enfants ou les flux financiers illicites.

Le sous-financement des systèmes statistiques demeure une difficulté majeure à l'échelle mondiale, ces derniers ne recevant que 0,34 % du total de l'aide publique au développement (APD). En Afrique, l'APD allouée aux données et aux statistiques a presque diminué de moitié entre 2018 et 2021.

Outre l'investissement dans les données, le rapport indique des pistes essentielles pour renforcer l'impact des données et accélérer le développement sur le continent : assurer l'indépendance des instituts nationaux de statistique, exploiter d'autres sources de données telles que les données produites par les citoyens et les données des entreprises privées, et tirer parti de technologies nouvelles telles que l'intelligence artificielle.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation, a souligné l'importance des données pour la réalisation des programmes de développement et la définition des politiques publiques :

« Sans données, nous avançons à l'aveuglette : les politiques sont mal ciblées et les progrès chaotiques. Si nous souhaitons vraiment ne laisser personne de côté, nous devons agir de toute urgence pour combler l'insuffisance de données en Afrique. »

Les données sont essentielles à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des objectifs de développement durable des Nations Unies. Je pense depuis longtemps que le Programme 2030 des Nations Unies aurait dû comporter un ODD 0 qui se serait intitulé "Des données fiables au service de la gouvernance". »

Le rapport a été présenté à Accra, au Ghana, lors d'un événement coorganisé avec Afrobaromètre. Depuis sa création, la Fondation Mo Ibrahim soutient énergiquement Afrobaromètre, aujourd'hui le principal institut africain menant des enquêtes d'opinion sur le continent. Afrobaromètre est l'unique source de données de la section Voix des citoyens, qui complète l'ensemble de données de l'IIAG.

La présentation du rapport fait suite à une réunion de deux jours du groupe d'experts de l'IIAG à Accra. L'organe consultatif renouvelé se réunit une fois par an en présentiel dans un pays africain pour mener des consultations sur l'IIAG.

Contacts

Pour plus d'informations, ou pour solliciter un entretien, veuillez contacter :

- Équipe médias de la Fondation Mo Ibrahim : mifmedia@portland-communications.com, +44 7796 451915

Retrouvez la Fondation Mo Ibrahim sur les réseaux sociaux :

- X : [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
- Facebook : <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- YouTube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram : <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
- Site Internet : mo.ibrahim.foundation

À propos de la Fondation Mo Ibrahim

Créée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim porte la voix de l'Afrique concernant les défis mondiaux. Elle produit des données et des analyses sur les difficultés que rencontre le continent, invite les parties prenantes à des discussions et soutient les initiatives de renforcement du leadership et de la gouvernance en Afrique.

À propos de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG)

Publié par la Fondation Mo Ibrahim depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) est le plus complet des ensembles de données accessibles au public mesurant les performances des pays africains en matière de gouvernance. Tous les deux ans, l'IIAG fournit des données comparables sur l'ensemble du spectre de la gouvernance africaine, de la sécurité à l'État de droit, en passant par la transparence, les droits, la participation, les perspectives économiques, l'éducation, la santé et l'environnement, dans 54 pays et sur une période de dix ans. L'Indice 2024 sera publié au second semestre 2024 et couvrira la période 2014-2023.